

993025

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE RENNES
DEPOTS
N° 90 E 365.

SOCIETE "OUEST-FRANCE"

S. A. au capital de 500 000 F
Siège social : Z. I. Sud-Est - 10 rue du Breil
35000 RENNES
R. C. S. RENNES B 377.714.654

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU MERCREDI 28 AVRIL 1999

Procès-verbal

Le 28 avril 1999, à 15 heures,

Les actionnaires se sont réunis à Paris, dans les bureaux du journal OUEST-FRANCE, 89-91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, sur convocation du Conseil d'Administration.

Toutes les actions étant nominatives, la convocation a été faite par lettre adressée à chaque actionnaire, sous pli recommandé, le 9 avril 1999.

Les membres de l'Assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur François Régis HUTIN.

Sont désignés comme scrutateurs de l'Assemblée et acceptent cette fonction :

- Monsieur Louis ESTRANGIN
- Monsieur Roger LAVIALLE

Le Bureau de l'Assemblée nomme comme secrétaire :

- Monsieur Philippe AMYOT d'INVILLE

La feuille de présence est vérifiée, puis arrêtée et certifiée exacte par le Bureau qui constate que les actionnaires présents ou représentés possèdent 49 997 actions sur les 49 998 actions ayant le droit de vote et faisant partie des 50 000 actions formant le capital. L'Assemblée représentant la moitié du capital est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Jean-Claude GARNIER, représentant la Société d'Expertise Comptable « FIDUCIAIRE DE FRANCE », Commissaire aux Comptes, assiste à la réunion.



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I. - Arrête du 20 Mars 1958

Sont également présents à l'Assemblée :

- Maître Jean-Yves CARRE, Avocat,
- Mesdames Chantal CHEVE et Régine PERRIGAULT, Secrétaires.

Le Président met à la disposition des actionnaires :

- une copie de la lettre recommandée de convocation adressée à chaque actionnaire,
- la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes, accompagnée de l'avis de réception,
- la feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés.

Il dépose également :

- le rapport du Conseil d'Administration,
- le texte des projets de résolutions,
- un exemplaire du projet des statuts modifiés.

Le Président rappelle alors l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- Précisions à apporter à l'objet social,
- Augmentations du capital social par incorporation de réserves,
- Conversion du capital en Euros,
- Modification corrélative des articles 2, 6 et 7 des statuts,
- Questions diverses.

A la demande du Président, Maître Jean-Yves CARRE donne lecture du rapport du Conseil d'Administration expliquant l'ensemble des points inscrits à l'ordre du jour.

Puis le Président met successivement aux voix les résolutions qui sont lues par Maître Jean-Yves CARRE.

Avant de passer aux votes, un débat s'instaure sur la rédaction des première et cinquième résolutions portant, d'une part, sur la zone de diffusion et l'exploitation du journal et, d'autre part, sur les modifications des statuts en conséquence.

Il ressort de ces échanges que les textes doivent être modifiés de la manière suivante :

PREMIERE RESOLUTION

"L'Assemblée Générale décide de compléter l'objet social en incluant dans la zone de diffusion notamment la région POITOU-CHARENTES et en précisant que l'exploitation du journal peut être aussi effectuée sous forme de location-gérance."



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I. - Arrêté du 20 Mars 1958

CINQUIEME RESOLUTION :

"Article 2 : Objet de la Société

La société a pour objet principal l'exploitation, directe ou indirecte y compris par location-gérance, d'un journal...." Le reste de la résolution reste sans changement.

Les actionnaires ayant accepté ces nouvelles formulations, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION - PRECISIONS APPORTEES A L'OBJET SOCIAL

L'Assemblée Générale décide de compléter l'objet social en incluant dans la zone de diffusion notamment la région POITOU-CHARENTES et en précisant que l'exploitation du journal peut être aussi effectuée sous forme de location-gérance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social d'une somme de 155.957 F prélevée sur la réserve ordinaire pour le porter de 500.000 F à 655.957 F par l'élévation de la valeur nominale de chacune des actions de 10 F à 13,11914 F.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION - CONVERSION DU CAPITAL EN EUROS

L'Assemblée Générale décide de convertir le capital social, actuellement en Francs Français, en Euros ; de ce fait, le capital social se trouve fixé à 100.000 Euros divisé en 50.000 actions de 2 Euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social d'une somme de 1.311.914 F, soit 200.000 Euros, pour le porter de 100.000 Euros à 300.000 Euros, prélevée sur la réserve ordinaire, et réalisée au moyen de l'émission de 100.000 actions de 2 Euros chacune qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires anciens à raison de 2 actions nouvelles pour une ancienne.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION - MODIFICATION DES STATUTS

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale décide que la rédaction des articles 2, 6 et 7 est désormais la suivante :

Article 2 : Objet de la Société

La société a pour objet principal l'exploitation, directe ou indirecte y compris par location-gérance, d'un journal quotidien diffusé notamment en BRETAGNE, BASSE-NORMANDIE, PAYS DE LA LOIRE, POITOU-CHARENTES sous le titre OUEST-FRANCE.

FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I. - Arrêté du 20 Mars 1958

La société a également pour objet toute prise de participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ou entreprises ayant des activités connexes ou complémentaires à l'activité principale, exercée par tous moyens, notamment audiovisuels et télématiques, destinés à favoriser le développement de l'activité principale.

Et plus généralement, toutes opérations civiles et commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus, et à tous autres similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 6 : Apports

1) Lors de la constitution, des apports en numéraire ont été effectués
à concurrence de.....500.000 FF

2) Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 1999,
le capital social a été augmenté par incorporation de réserves
à concurrence de.....1.467.871 FF

TOTAL.....1.967.871 FF
(300.000 Euros)

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à TROIS CENT MILLE (300.000) Euros.

Il est divisé en CENT CINQUANTE MILLE (150.000) actions d'une seule catégorie de DEUX (2) Euros chacune.

Chacun des Administrateurs doit, pendant la durée de ses fonctions, être actionnaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités de publicité, de dépôt au greffe du tribunal de commerce et d'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE

DE RENNES EST LE.....2.1.MAI.1999.....

F°.....33.....BORD.....213/12

REÇU [- Dt DE TIMBRE.....19F x h x h ex = 30 h F

- Dis D'ENREGt.....1000F

Plus personne ne prenant la parole et plus rien n'étant à l'ordre du jour, le
Président lève la séance.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été
signé.

LES SCRUTATEURS,

LE PRESIDENT,

LE SECRETAIRE,



FACE ANNULÉE
Article 905 du C.G.I. - Arrêté du 20 Mars 1958

SOCIETE "OUEST-FRANCE"

Société Anonyme au capital de 300.000 Euros
Siège Social : ZI Rennes Sud-Est, 10 rue du Breil - 35000 RENNES



STATUTS



- Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 1997
- Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 1999

fr

SOCIETE "OUEST-FRANCE"

Société Anonyme au capital de 300.000 Euros
Siège Social : ZI Rennes Sud-Est, 10 rue du Breil - 35000 RENNES



STATUTS



Titres	Désignation	Pages
I	FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - DUREE	1
II	APPORTS - CAPITAL SOCIAL	2
III	ACTIONS	3
IV	CESSIONS ET MUTATIONS DES ACTIONS	4
V	MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL	8
VI	CONSEIL D'ADMINISTRATION	12
VII	DIRECTION GENERALE	17
VIII	DISPOSITIONS COMMUNES AUX ADMINISTRATEURS ET AUX DIRECTEURS GENERAUX	19
IX	ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES	21
X	COMMISSAIRES AUX COMPTES	26
XI	RESULTATS SOCIAUX	29
XII	DISSOLUTION ET LIQUIDATION	31
XIII	CONTESTATIONS	33
XIV	DISPOSITIONS FINALES	34

h

STATUTS

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - DUREE

Article 1er : Forme de la Société

La Société soumise aux présents statuts est une Société Anonyme pourvue d'un Conseil d'Administration, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par les articles 70 à 73, 84 à 117, 151 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 et par les présents statuts.

Article 2 : Objet de la Société

2 mots changés
ju La Société a pour objet principal l'exploitation, directe ou indirecte ^{Y compris} ~~et notamment~~ par location-gérance, d'un journal quotidien diffusé notamment en BRETAGNE, BASSE-NORMANDIE, PAYS DE LA LOIRE, POITOU-CHARENTES sous le titre OUEST-FRANCE.

La société a également pour objet toute prise de participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ou entreprises ayant des activités connexes ou complémentaires à l'activité principale, exercée par tous moyens, notamment audiovisuels et télématiques, destinés à favoriser le développement de l'activité principale.

Et plus généralement, toutes opérations civiles et commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus, et à tous autres similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 3 : Dénomination sociale

La société est dénommée :

SOCIETE OUEST-FRANCE

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces et publications et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale sera toujours précédée ou suivie des mots "Société Anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ju

Article 4 : Siège Social

Le siège social est fixé à Z.I. Rennes Sud-Est, 10 rue du Breil - 35000 RENNES.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par décision du Conseil d'Administration sauf ratification de cette décision par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Article 5 : Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de sa date d'immatriculation, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration sera tenu de provoquer la réunion d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires pour décider si la Société sera prorogée ou non. La décision de l'Assemblée sera dans les cas rendue publique.

Faute par le Conseil d'Administration d'avoir provoqué cette décision, tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions dont il est titulaire, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la délibération ci-dessus prévues.

TITRE SECOND

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 6 : Apports

- | | |
|--|---------------------------------|
| 1) Lors de la constitution, des apports en numéraire ont été effectués à concurrence de..... | 500.000 FF |
| 1) Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 1999, le capital social a été augmenté par incorporation de réserves à concurrence de | <u>1.467.871 FF</u> |
| TOTAL..... | 1.967.871 FF
(300.000 Euros) |

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT MILLE (300.000) Euros.



Il est divisé en CENT CINQUANTE MILLE (150.000) actions d'une seule catégorie de DEUX (2) Euros chacune.

Chacun des administrateurs doit pendant la durée de ses fonctions, être actionnaire.

Article 8 : Dépôts de fonds en comptes courants

Les actionnaires auront la faculté de verser des sommes en comptes courants dans la caisse de la Société si les besoins de cette dernière l'exigent, et avec l'agrément du Conseil d'Administration.

Dans ce cas, les livres de la Société feront foi du montant des sommes versées, des intérêts stipulés et de toutes modalités de ces avances.

Dans l'hypothèse où les dépôts de sommes en comptes courants sont effectués par un des administrateurs ou directeurs généraux de la Société, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article 32 des présents statuts.

TITRE TROISIEME

ACTIONS

Article 9 : Représentation des actions

Conformément aux dispositions de la loi n° 84-937 du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse, les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la Société et sont transmises par virement de compte à compte.

Les actionnaires peuvent consulter le compte des valeurs nominatives tenu par la Société.

Article 10 : Droits attachés aux actions

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage en cours de Société des bénéfices, de toute répartition ou de tout remboursement, et au cas de liquidation dans le remboursement du capital social et le partage du boni de liquidation, à une quotité proportionnelle au nombre d'actions existantes dans les conditions exprimées aux articles qui suivent.

A chaque action est attaché le droit de participer aux Assemblées dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts.

Les droits et obligations attachés à chaque action la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts, à leurs modifications et à toutes décisions ultérieures régulières des actionnaires.

Article 11 : Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

1°- Les copropriétaires indivis d'actions sont tenus pour l'exercice des droits attachés à celles-ci de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'eux ou par un mandataire de leur choix. En cas de désaccord le mandataire est désigné par Justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

Dans tous les cas, le représentant de l'indivision doit être agréé par le Conseil d'Administration.

2°- Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

3°- Au cas de division de la propriété des actions en nue-propriété et usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires, et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Article 12 : Responsabilité des actionnaires

La Société est seule responsable du passif social et ses créanciers ont pour seul gage le patrimoine de cette Société.

Sous réserve des dispositions des articles 242 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, les actionnaires ne sont responsables du passif social que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

TITRE QUATRIEME

CESSIONS ET MUTATIONS DES ACTIONS

Article 13 : Modalités de cession

La cession et la mutation des actions ne peuvent s'opérer à l'égard des tiers et de la Société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Article 14 : Cession des actions à des tiers étrangers à la Société

Conformément à l'article 4 de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse, la cession des actions à des tiers non actionnaires de la société à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions fixées ci-après :

1°- L'actionnaire qui désire céder tout ou partie de ses actions doit notifier son projet de cession à la société prise en la personne du Conseil d'Administration.

A cet effet, le projet de cession devra être notifié au Conseil d'Administration, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La notification indiquera :

- les nom, prénom, profession, domicile et nationalité du ou des cessionnaires proposés,
- le nombre d'actions dont la cession est envisagée,
- le prix de la cession, si la cession a lieu à titre onéreux.

Le Conseil d'Administration devra faire connaître sa décision dans le délai de 3 mois à compter de ladite notification.

La décision du Conseil d'Administration n'a pas à être motivée. L'agrément résulte soit de la notification d'une décision expresse d'agrément, soit du défaut de réponse du Conseil d'Administration qui n'aura point fait connaître au cédant la décision de la société dans le délai de trois mois à compter de la notification ci-dessus prévue.

2°- En cas de refus d'agrément, et si le cédant ne renonce pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital, et ce, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

Si à l'expiration de ce délai l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois à la requête du Conseil d'Administration, le délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice.

Dans le délai d'un mois de la décision de refus d'agrément, le Conseil d'Administration adresse aux actionnaires une notification leur faisant connaître le nombre d'actions sur lesquelles ils auront à exercer leur droit de rachat, ainsi que le prix du rachat déterminé conformément à l'alinéa 6° ci-après.

Les actionnaires ont un délai d'un mois à compter de cette notification pour faire parvenir au Conseil d'Administration leurs demandes de rachat, indiquant le nombre d'actions qu'ils désirent racheter.

La décision de rachat est valablement prise par l'usufruitier des actions. En outre, un actionnaire et ses descendants en ligne directe, à la condition qu'ils soient également actionnaires, peuvent se grouper pour l'exercice du droit de rachat à condition de désigner la ou les personnes au profit desquelles ce droit sera exercé.



Les actionnaires qui n'ont pas répondu dans ce délai sont déchus du droit de rachat.

La répartition entre les actionnaires acheteurs d'actions frappées du droit de préemption est effectuée par le Conseil d'Administration proportionnellement au nombre d'actions possédées par les actionnaires intéressés et dans la limite de leurs demandes.

Si, compte tenu du nombre d'actions à racheter et du nombre des actionnaires acquéreurs, une telle répartition n'est pas possible ou si l'attribution à chaque actionnaire acquéreur laisse apparaître un reliquat, il est procédé par le Conseil d'Administration, en présence d'un notaire ou d'un huissier et des acquéreurs dûment appelés, à un tirage au sort, destiné à permettre la désignation de ceux des actionnaires acquéreurs à qui seront distribuées les actions à préempter ou constituant le reliquat.

A défaut par les actionnaires d'exercer leur droit de préemption dans les conditions qui précèdent, le Conseil d'Administration peut proposer à l'agrément de l'Assemblée Extraordinaire des actionnaires l'acquisition des actions, non préemptées par eux, par des tiers étrangers à la Société, dans le délai d'un mois commençant à courir du jour de l'expiration du mois accordé aux actionnaires pour préempter. Le rachat s'effectue aux mêmes conditions que celles exigées par les actionnaires désireux d'exercer leur droit de préemption, telles qu'exprimées sous les alinéas 4° et 6° ci-après.

- 3°- Le Conseil d'Administration peut également provoquer la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires laquelle pourra décider, avec le consentement de l'Actionnaire cédant, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, de réduire le capital social du montant des actions de l'actionnaire cédant, et de racheter ces actions au prix déterminé dans les conditions ci-après prévues.

La réduction du capital emporte l'annulation des actions rachetées.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'Administration décide de réunir l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires aux fins précisées dans l'alinéa qui précède, il notifie sa décision à l'actionnaire cédant et l'invite à faire connaître au Président du Conseil d'Administration, dans les huit jours de la notification qui lui est ainsi faite, s'il donne ou non son consentement au rachat de ses actions par la Société. A défaut de réponse dans ledit délai, le consentement de l'actionnaire cédant est réputé refusé.

- 4°- En cas de rachat des actions en vertu du droit de préemption exercé conformément à l'alinéa 2° qui précède, le Conseil d'Administration notifie au cédant la décision intervenue dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, sauf prorogation judiciaire du délai ainsi que dit ci-dessus.
- 5°- En cas de rachat des actions en vertu du droit de préemption accordé aux actionnaires, le prix sera payé comptant, sauf convention contraire intervenue directement entre le cédant et le ou les actionnaires acquéreurs d'actions.
- 6°- Dans tous les cas prévus au présent article, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil, par un expert désigné parmi



ceux inscrits sur les listes des Cours et Tribunaux par accord entre les parties ; à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de la partie la plus diligente, conformément à l'article 207 du décret 67.236 du 23 mars 1967 et sans recours possible.

7°- La faculté de rachat prévue au présent article en faveur des actionnaires ou de la Société doit porter sur la totalité des actions à céder.

8°- Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cessions à titre onéreux ou à titre gratuit, que ces cessions portent sur la totalité ou sur partie des actions possédées par le cédant, qu'il s'agisse de cessions amiables ou d'adjudications publiques en vertu d'ordonnances de justice ou autrement, à toutes mutations d'actions entre vifs de quelque nature qu'elles soient, par échange, apport en Société ou autrement, que la cession porte sur la pleine propriété des actions ou sur une quote-part indivise ou sur l'usufruit ou la nue-propriété desdites actions.

Les mêmes dispositions sont applicables au cas de cession à plusieurs cessionnaires, auquel cas les formalités devront être remplies de manière distincte pour chacun des cessionnaires envisagés.

Toutefois, les mutations d'actions en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ainsi que les cessions d'actions soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant d'actionnaire, sont régies par les dispositions de l'article 15 qui suivent.

9°- A défaut par les actionnaires d'exercer leur droit de préemption dans les conditions qui précèdent, le Conseil d'Administration peut proposer l'acquisition des actions non préemptées par les actionnaires à des tiers étrangers à la société et dûment agréés par le Conseil, dans le délai d'un mois commençant à courir du jour de l'expiration du mois accordé aux actionnaires pour préempter. Le rachat s'effectue aux mêmes conditions que celles exigées pour les actionnaires désireux d'exercer leur droit de préemption, telles qu'exprimées sous les alinéas 4° et 6° ci-dessus.

Article 15 : Mutations d'actions en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, et cession d'actions soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant d'actionnaire

Conformément à l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1986, portant réforme du régime juridique de la presse, le transfert des actions en cas de succession et de liquidation de communauté de biens entre époux, comme en cas de cession de toute nature, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant d'actionnaire, est soumis à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus et bénéficie du droit de préemption statutaire dans les conditions précisées audit article.

Article 16 : Cession d'actions entre actionnaires

Conformément à l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1986, portant réforme du régime juridique de la presse, le transfert d'actions de toute nature en cas de cession entre actionnaires, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, soit par cession entre vifs ou à cause de mort, est soumis à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions prévues audit article.



Article 17 : Réunion de toutes les actions en une seule main

La réunion de toutes les actions en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société ; tout intéressé peut demander la dissolution de la Société, conformément aux dispositions de l'article 1844.5 du Code Civil, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Le tribunal peut accorder à la Société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 18 : Nantissement des actions

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions, dans les conditions prévues par l'article 14 des présents statuts, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1 du Code Civil, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

Article 19 : Dispositions communes

Toutes les notifications et significations prévues par les articles 14, 15, 16 et 18 qui précèdent doivent être faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

TITRE CINQUIEME

MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Article 20 : Règles générales de l'augmentation de capital

- 1°- Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature.

L'augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions n'est décidée qu'avec le consentement unanime des actionnaires à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Y

- 2°- L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital. Ce rapport doit contenir toutes indications utiles sur les motifs de l'augmentation de capital proposée, ainsi que sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours et si l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes n'a pas été tenue pendant l'exercice précédent. Toutefois lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale qui la décide statue aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 21 : Augmentation de capital en numéraire

- 1°- Le capital social doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire.

Les actions de numéraire émises en représentation de l'augmentation du capital social sont libérées lors de la souscription d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'acquisition du capital social est devenue définitive. Dans ce cas, la Société dispose, pour obtenir le versement de la fraction non entièrement libérée et appelée de ses actions, d'un droit d'exécution forcé, d'une action en garantie et des sanctions prévues par les articles 281, 282 et 283 de la loi du 24 juillet 1966, et les articles 208 à 210 du décret du 23 mars 1967.

Si des actions nouvelles sont libérées par compensation avec les dettes de la Société, celles-ci font l'objet d'un arrêté de comptes établi par le Conseil d'Administration, certifié exact par le commissaire aux comptes.

- 2°- Les actionnaires jouissent d'un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles et ce, proportionnellement au montant des actions possédées par chacun d'eux. Ce droit préférentiel est négociable dans les mêmes conditions que l'action elle-même, conformément aux dispositions du titre IV des présents statuts. Cependant, au cas où le cessionnaire ne serait pas agréé par la Société, le cédant sera tenu de souscrire personnellement à l'augmentation de capital.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Les droits de l'usufruitier et du nu-propriétaire sur le droit préférentiel de souscription sont réglés par l'article 187 de la loi du 24 juillet 1966.

Les actionnaires jouissent d'un délai de trente jours à dater de l'ouverture de la souscription pour exercer leurs droits. Toutefois, le délai de souscription se trouve clos par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés ou que l'augmentation de capital a été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription des actionnaires qui n'ont pas souscrit.

5

Si l'Assemblée Générale l'a décidé expressément, les actions non souscrites à titre irréductible sont attribuées aux actionnaires qui auront souscrit à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'il pouvaient souscrire à titre préférentiel proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

L'Assemblée Générale qui décide l'augmentation du capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription. Elle statue à cet effet et à peine de nullité de la délibération sur le rapport du Conseil d'Administration et sur celui du commissaire aux comptes. Le Conseil d'Administration indique, dans ce rapport, les motifs de l'augmentation de capital et de la suppression du droit préférentiel de souscription proposé, les attributaires des actions nouvelles, le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, le prix d'émission de ces actions et les éléments de fixation de ce prix. Le rapport du commissaire aux comptes indique si les éléments de calcul retenus par le Conseil d'Administration sont exacts et sincères, il donne de plus un avis sur la proposition de suppression du droit préférentiel.

Les attributaires éventuels des actions nouvelles ne peuvent, à peine de nullité de la délibération, prendre part au vote supprimant en leur faveur le droit préférentiel de souscription. Le quorum et la majorité requis sont calculés après déduction de leurs actions.

Si les souscriptions, à quelque titre que ce soit, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le solde est réparti par le Conseil d'Administration si l'Assemblée Générale Extraordinaire n'en a pas décidé autrement. Compte tenu de cette répartition, le Conseil d'Administration peut de plus décider de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidées et que cette faculté ait été prévue expressément lors de l'émission.

A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

3°- En toutes circonstances, ces actions ne pourront être attribuées qu'à des personnes agréées dans les conditions prévues pour les cessions d'actions conformément aux articles 14, 15 et 16 ci-dessus.

4°- Les formalités de publicité prévues par la loi seront accomplies par un mandataire du Conseil d'Administration. Les actionnaires sont informés de l'émission d'actions nouvelles et de ses modalités par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, contenant les énonciations prévues par l'article 156 du décret du 23 mars 1967.

Les fonds provenant des souscriptions font l'objet dans les huit jours de leur réception d'un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

L'augmentation de capital est réalisée à la date du certificat du dépositaire des fonds, établi au moment du dépôt sur présentation des bulletins de souscription.

Le retrait des fonds provenant des souscriptions en numéraire peut être effectué par un mandataire de la Société après l'établissement du certificat du dépositaire.



Si enfin, l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la souscription, tout souscripteur peut demander au Président du Tribunal statuant en référé la nomination d'un mandataire chargé de retirer les fonds pour les restituer aux souscripteurs sous déduction des frais de répartition.

Article 22 : Augmentation de capital par apports en nature

En cas d'augmentation de capital par voie d'apports en nature, la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires constatant la réalisation de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature.

A cet effet, la décision d'augmentation devra être précédée d'un rapport, lequel sera annexé à ladite décision, rapport établi sous leur responsabilité par un ou plusieurs commissaires aux apports, inscrits sur la liste prévue à l'article 219 de la loi du 24 juillet 1966 ou parmi les experts inscrits sur l'une des listes établies par les Cours et Tribunaux et nommés par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'Administration. Le rapport des commissaires est mis à la disposition des actionnaires dans les conditions réglementaires.

Si l'Assemblée approuve l'évaluation des apports, elle constate la réalisation de l'augmentation de capital.

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

Au cas où l'Assemblée des actionnaires réduirait l'évaluation des apports, l'approbation expresse des modifications par les apporteurs ou leurs mandataires dûment autorisés est requise. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Article 23 : Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

En aucun cas, cette réduction ne pourra porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Le projet de réduction du capital social sera communiqué au commissaire aux comptes 45 jours au moins avant la date de réunion de l'Assemblée des actionnaires appelés à statuer sur ce projet.

Le commissaire aux comptes fera connaître à l'Assemblée son appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

Lorsque l'Assemblée approuve un projet de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers de la Société dont la créance est antérieure à la date du dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, du procès-verbal de la délibération décidant la réduction, peuvent former opposition à la réduction par acte extrajudiciaire signifié à la Société.

Le délai d'opposition des créanciers à la réduction du capital est d'un mois à compter de la date du dépôt au Greffe du procès-verbal qui a décidé la réduction.

7

Les oppositions sont portées devant le Tribunal de Commerce du lieu du siège social qui statue sur le mérite des oppositions et ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

Les opérations de réduction du capital social ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition et en cas d'opposition qu'après que le Tribunal ait statué en première instance sur l'opposition formée.

L'achat, ou la souscription, directement ou indirectement de ses propres actions par la Société est interdit. Toutefois, l'Assemblée qui a décidé une réduction du capital non motivée par des pertes peut autoriser le Conseil d'Administration à acheter un nombre déterminé d'actions pour les annuler. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ayant pour effet de reconstituer ce minimum, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme.

TITRE SIXIEME

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 24 : Composition - Durée des fonctions - Honorariat

1°- La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de douze au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour une durée de six années.

2°- Les fonctions d'Administrateur prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

Tout Administrateur sortant est rééligible.

Le nombre des Administrateurs ayant atteint l'âge de quatre-vingt-cinq ans ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil en fonction.

Lorsqu'un Administrateur est appelé à prendre sa retraite en vertu de cette règle, cette retraite aura lieu à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel l'anniversaire sera survenu.

Toutefois, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pourra, avec l'accord de l'intéressé, reporter trois fois au maximum cette limite d'âge d'année en année.

3°- Une personne physique ne peut appartenir au total à plus de huit Conseils d'Administration ou Conseils de Surveillance de Sociétés Anonymes ayant siège en



France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par l'article 136 de la loi du 24 juillet 1966.

Un salarié de la Société ne peut être nommé Administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des Administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonction. En cas de fusion, le contrat de travail peut avoir été conclu avec une des Sociétés fusionnées.

Toute nomination intervenue en violation des dispositions du présent article est nulle et l'Administrateur en cause doit restituer les rémunérations indûment perçues. Cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'Administrateur irrégulièrement nommé.

- 4°- Une personne morale peut être nommée Administrateur. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était Administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale Administrateur. Il doit être confirmé à chaque renouvellement du mandat de celle-ci.

En cas de révocation par la personne morale de son représentant permanent, de décès ou de démission de celui-ci, elle est tenue de notifier cet événement sans délai à la Société ainsi que l'identité du nouveau représentant permanent.

Pour l'exercice des fonctions de représentant permanent, la limite d'âge est également fixée à quatre-vingt-cinq ans. Lorsqu'un représentant permanent atteint cet âge, il est réputé immédiatement démissionnaire et doit être remplacé par décision de la personne morale Administrateur dans les conditions prévues ci-dessus.

- 5°- En cas de vacance par suite de décès, démission ou tout autre cause, d'un ou plusieurs sièges d'Administrateurs, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter son effectif. Ces nominations sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Toutefois, si le nombre d'Administrateurs descend en dessous du minimum légal, les Administrateurs restants devront immédiatement, et au plus tard dans le mois qui suit la vacance, réunir l'Assemblée pour se compléter.

Lorsque le Conseil d'Administration néglige de procéder aux nominations requises ou si l'Assemblée n'est pas convoquée, tout intéressé peut demander en justice la nomination d'un mandataire chargé de convoquer l'Assemblée Générale à l'effet de procéder aux nominations ou ratifications ci-dessus.

Tout membre remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

6°- Chaque Administrateur doit être propriétaire d'au moins une action.

Si au jour de sa nomination, un Administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'action fixé ci-dessus, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois ; l'ancien Administrateur ou ses ayants-droits recouvrent la libre disposition des action de garanties, du seul fait de l'approbation par l'Assemblée Générale, des comptes du dernier exercice relatif à sa gestion.

Les commissaires aux comptes doivent veiller, sous leur responsabilité, à l'observation des clauses relatives aux actions de garantie et dénoncer toute violation dans leurs rapports à l'Assemblée Générale annuelle.

7°- L'Assemblée Générale Ordinaire peut en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs Administrateurs et procéder à leur remplacement, même si cette révocation ne figurait pas à l'ordre du jour de cette Assemblée.

8°- A condition d'avoir exercé un mandat au service de la Société pendant au moins dix années consécutives, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, peut conférer l'honorariat à un Administrateur prenant sa retraite.

Tout bénéficiaire de l'honorariat participe, le cas échéant, avec voix consultative, aux délibérations du Conseil d'Administration.

Article 25 : Organisation du Conseil d'Administration

1°- Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de nomination, une personne physique. Le Conseil d'Administration détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur, il est rééligible.

Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Le Président du Conseil d'Administration ne peut exercer au total et simultanément plus de deux mandats de Président du Conseil d'Administration, de membre de Directoire, ou de Directeur Général unique, de Sociétés Anonymes ayant leur siège en France métropolitaine.

2°- Le Conseil constitue un bureau composé du Président du Conseil d'Administration et d'un Secrétaire.

Le Secrétaire peut être choisi en dehors des Administrateurs et des Actionnaires. Le Conseil fixe la durée de ses fonctions.

Le Secrétaire peut être désigné, soit pour une durée fixe, inférieure, égale ou supérieure à la durée des fonctions des Administrateurs, soit sans limitation de durée ; il est remplacé sur simple décision du Conseil.

0

A l'expiration de leurs fonctions respectives, le Président et le Secrétaire sont toujours rééligibles.

- 3°- Le Président a pour mission de présider les séances du Conseil d'Administration et les réunions des Assemblées Générales ; il assure, en outre, la direction générale de la Société ainsi qu'il est indiqué sous l'article 30 ci-après.

En l'absence du Président à une réunion du Conseil, le Président de la séance est désigné par les membres présents.

Le Secrétaire concourt, avec le Président, à l'établissement des procès-verbaux constatant les délibérations du Conseil ; il assure la tenue et la conservation du registre constatant ces délibérations ; le cas échéant, et à la demande du Président, il réunit les éléments juridiques, fiscaux ou autres, ainsi que tous documents nécessaires ou utiles au Conseil pour prendre une décision déterminée.

Article 26 : Fonctionnement du Conseil d'Administration

- 1°- Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Les convocations sont faites au moyen d'une lettre adressée à chacun des Administrateurs huit jours avant la réunion et mentionnant l'ordre du jour de celle-ci, lequel ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, le Conseil peut se réunir sur convocation verbale et l'ordre du jour peut n'être fixé que lors de la réunion si tous les Administrateurs en exercice sont présents à cette réunion et sont d'accord sur l'ordre du jour.

Les Administrateurs constituant au moins un tiers des membres du Conseil d'Administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Conseil se réunit au lieu fixé par la convocation.

- 2°- Tout Administrateur peut donner, même par lettre ou télégramme, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil dans les conditions et limites fixées par la loi.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix par lui-même et d'une voix pour l'Administrateur qu'il représente.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

- 3°- Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé, et signés par le Président de séance et par au moins un autre membre du Conseil d'Administration. En cas

d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux Administrateurs au moins.

Le procès-verbal de séance indique le nom des Administrateurs présents ou représentés, excusés ou absents ; il fait état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du Conseil d'Administration en vertu d'une disposition légale, et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur Général, l'Administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président, un Fondé de pouvoirs habilité à cet effet. En cours de liquidation, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Il est suffisamment justifié du nombre des Administrateurs en exercice et de leur présence ou de leur représentation par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

Article 27 : Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires.

Il peut notamment :

- Emprunter toutes sommes ; toutefois, les emprunts par voie d'émission d'obligations doivent être décidés ou autorisés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut déléguer au Conseil les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'émission d'obligations, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans, et en arrêter les modalités.
- Constituer toutes garanties, hypothécaires et autres, à l'exception de celles garantissant les emprunts obligataires.

Le Conseil d'Administration arrête les inventaires et les comptes sociaux à soumettre à l'Assemblée Générale des actionnaires à laquelle il fait un rapport, et fixe les propositions d'attribution et de répartition des bénéfices à présenter aux actionnaires.

Il constitue le Bureau du Conseil, consent les délégations de pouvoirs et convoque les Assemblées d'actionnaires.

Il autorise, dans les conditions prévues par les textes légaux et réglementaires en vigueur, les conventions conclues entre un membre du Conseil d'Administration ou un Directeur Général et la Société, conformément aux dispositions du titre VIII des présents statuts.

Il décide le transfert du siège social à l'intérieur de la ville de Rennes, sauf ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Il peut conférer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.



Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.

Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Article 28 : Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Il est alloué au Conseil d'Administration une rémunération fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant, porté aux charges d'exploitation, est fixé par l'Assemblée Générale annuelle.

Le Conseil d'Administration répartit librement cette rémunération entre ses membres et dans les proportions qu'il juge convenables ; il peut notamment allouer aux Administrateurs membres des comités une part supérieure à celle des autres Administrateurs.

Le Conseil d'Administration peut autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement, et toutes dépenses engagées par les Administrateurs dans l'intérêt de la Société.

Les Administrateurs ne peuvent recevoir aucune autre rémunération de la Société, sous réserve des salaires des Administrateurs liés à la Société par un contrat de travail, et des allocations fixes ou proportionnelles rémunérant les fonctions de direction générale.

Article 29 : Responsabilité des Administrateurs

La responsabilité civile des Administrateurs peut être engagée dans les conditions prévues aux articles 242 à 249 de la loi du 24 juillet 1966, ainsi que dans toutes conditions prévues par tous autres textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

TITRE SEPTIEME

DIRECTION GENERALE

Article 30 : Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la Direction Générale de la Société. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve spécialement au Conseil d'Administration ainsi qu'il est dit notamment sous l'article 27 qui précède et dans la limite de l'objet social, le

Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Les dispositions des statuts et les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un Administrateur dans les fonctions de Président.

En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée ; elle est renouvelable.

En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration cessent de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint quatre-vingt-cinq ans.

Toutefois, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pourra, avec l'accord de l'intéressé, reporter trois fois au maximum cette limite d'âge d'année en année.

Article 31 : Directeur Général

Sur la proposition du Président, le Conseil peut donner mandat à une personne physique, Administrateur ou non, d'assister le Président à titre de Directeur Général. Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil, sur proposition du Président. En cas de décès, de démission ou de révocation de celui-ci, il conserve, sauf décision contraire du Conseil, sa fonction et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président. En accord avec son Président, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur Général. Lorsque le Directeur Général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Les fonctions du Directeur Général cessent de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint quatre-vingt-cinq ans.

Le Directeur Général dispose, vis-à-vis des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Aucun membre du Conseil d'Administration, autre que le Président, l'Administrateur choisi à titre de Directeur Général et l'Administrateur recevant une délégation en cas d'empêchement du Président, ne peut être investi des fonctions de Direction Générale de la Société.



Mais le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs Administrateurs, ou à des tiers actionnaires ou non, avec faculté de substituer, tous pouvoirs et tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. L'Administrateur auquel il a été conféré un mandat spécial a droit à une rémunération, laquelle est fixée par le Conseil. Cette rémunération, portée aux charges d'exploitation, est soumise aux formalités exposées au titre VIII des présents statuts.

Les rémunérations du Directeur Général, tout comme celles du Président du Conseil d'Administration, de la personne déléguée temporairement dans les fonctions du Président, et, le cas échéant, des membres non Administrateurs des Comités d'études, sont déterminées par le Conseil d'Administration.

TITRE HUITIEME

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ADMINISTRATEURS ET AUX DIRECTEURS GENERAUX

Article 32 : Conventions entre la Société et l'un des Administrateurs ou un Directeur Général

- 1°- Il est interdit aux Administrateurs et Directeurs Généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes susvisées, ainsi qu'à toutes personnes interposées, et aux représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'Administration.

- 2°- Toutes conventions à l'exception de celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée, entre la Société et l'un des Administrateurs et Directeurs Généraux doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

L'Administrateur ou le Directeur Général intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance de la convention. S'il siège au Conseil d'Administration, il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration doit aviser le commissaire aux comptes de toutes les conventions autorisées, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion. Il soumet les conventions à l'approbation de la plus prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Y

Lorsque l'exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est également informé de cette situation et de ses résultats dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le commissaire aux comptes présente à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires un rapport sur ces conventions. Ce rapport contient :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée des actionnaires,
- le nom des Administrateurs ou Directeurs Généraux intéressés,
- la nature et l'objet desdites conventions,
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes ou commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux actionnaires d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées,
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues, au cours de l'exercice, en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

L'Assemblée statue sur ce rapport.

L'intéressé ne peut prendre part au vote dans les Assemblées autorisant ou ratifiant ces conventions et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions approuvées par l'Assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées en cas de fraude. Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la Société des conventions désapprouvées peuvent être mises à charge des Administrateurs ou Directeurs Généraux intéressés, et, éventuellement, des autres Administrateurs.

Sous préjudice de la responsabilité de l'intéressé, les conventions visées ci-dessus et conclues sans autorisation préalable du Conseil d'Administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la Société.

Cette nullité peut être couverte par un vote de l'Assemblée Générale intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes.

Ces dispositions s'étendent aux conventions qui interviennent entre la Société et une entreprise dont l'un des Administrateurs ou Directeurs Généraux est simultanément associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou membre du Conseil de Surveillance.

Article 33 : Obligation de discrétion

Les Administrateurs ou Directeurs Généraux ainsi que toutes personnes appelées à assister aux réunions de ces organes sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président.



TITRE NEUVIEME

ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

Article 34 : Convocation et ordre du jour des Assemblées

1°- Les Assemblées Générales des actionnaires peuvent être réunies à toute époque ; mais les actionnaires doivent être obligatoirement consultés en Assemblée Générale Ordinaire une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice social pour l'approbation des comptes sociaux.

2°- Les actionnaires sont convoqués 15 jours au moins avant la réunion de l'Assemblée par lettre recommandée. Dans l'hypothèse où il y a lieu de réunir une seconde Assemblée appelée à statuer sur le même ordre du jour, les convocations à cette Assemblée sont pareillement faites 15 jours à l'avance.

La convocation est faite par le Conseil d'Administration ou à défaut par le commissaire aux comptes.

Des actionnaires représentant au moins le dixième du capital social peuvent à leurs frais charger l'un d'entre eux de demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'Assemblée des actionnaires ; l'ordonnance fixe l'ordre du jour de l'Assemblée.

3°- Les avis de convocation doivent faire connaître les questions portées à l'ordre du jour. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins 5 % du capital, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution. La demande d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour doit être présentée dans les formes et délais prévus par les textes réglementaires en vigueur.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur des questions mises à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toute circonstance, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.

Pour le surplus, le contenu des avis de convocation doit répondre aux exigences des textes réglementaires en vigueur, et notamment des articles 123 - 124 et 125 du décret 67.236 du 23 mars 1967.

4°- L'ordre du jour de l'Assemblée, le texte des résolutions proposées, le rapport du Conseil d'Administration, le rapport des commissaires aux comptes, ainsi que tous les documents propres à informer les actionnaires prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sont adressés aux actionnaires ou mis à leur disposition 15 jours au moins avant la date de l'Assemblée.

En cas de convocation d'une Assemblée Générale Ordinaire des associés, il est procédé à la communication des pièces et documents prévus par l'article 135 alinéa 6° du décret 67.236 du 23 mars 1967.

7

Article 35 : Réunion de l'Assemblée

L'Assemblée se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation sous la présidence du Président du Conseil d'Administration, de l'Administrateur délégué à cet effet par le Conseil lorsque l'Assemblée a été convoquée par ledit Conseil ; à défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président. Lorsque l'Assemblée est convoquée par le commissaire aux comptes, il en assure lui-même la présidence ; enfin l'Assemblée est présidée par le mandataire de justice lorsqu'elle a été convoquée par lui. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents à l'Assemblée qui possèdent ou représentent le plus grand nombre d'actions, ou, sur leur refus, par ceux qui viennent après eux jusqu'à acceptation.

Le Président de l'Assemblée et les scrutateurs composent le bureau de l'Assemblée qui en désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Le Conseil d'Administration ou le commissaire aux comptes ont toujours le droit, s'ils le jugent utile, de faire assister à l'Assemblée Générale le conseil juridique de la Société pour donner à celle-ci, le cas échéant, tout avis de sa compétence.

Article 36 : Assistance et représentation à l'Assemblée - Vote par correspondance

Chaque actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister à toute Assemblée Générale ; il dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée par un autre actionnaire, ou par son conjoint, à l'exclusion de toute autre personne. Le mandat de représentation d'un actionnaire est donné pour une seule Assemblée ; il peut cependant être donné pour deux Assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours ; le mandat donné pour une Assemblée vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les femmes mariées sont représentées par leur mari dans les conditions prévues par leur régime matrimonial. Les mineurs ou interdits, par leurs tuteurs ; les nus-propriétaires par leur usufruitier, mais exclusivement dans les Assemblées Générales Ordinaires.

Les sociétés sont représentées par leurs gérants, administrateurs ou directeurs, ou par un délégué du Conseil d'Administration, pourvu d'une autorisation ou d'un pouvoir suffisant, alors même que ces divers représentants ne seraient pas personnellement associés.

Un actionnaire ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les formalités d'établissement des procurations sont régies par les textes réglementaires en vigueur.

La formule de procuration doit, en particulier, informer l'actionnaire que s'il l'utilise sans désignation de son mandataire, le Président de l'Assemblée émettra en son nom un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentées ou agréées par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire le choix de son mandataire qui n'a pas faculté de se substituer une autre personne.



Conformément aux dispositions de l'article 161-1 de la loi du 24 juillet 1966, tout actionnaire pourra voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions qui seront fixées par décret.

Pour le calcul du quorum, il ne sera tenu compte que des formulaires reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée dans les conditions et délais à fixer par décret.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Article 37 : Vote

1°- Il est tenu une feuille de présence contenant les nom, prénom usuel et domicile de chaque actionnaire présent ou représenté ainsi que le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ces actions.

La feuille de présence contient également les nom, prénom usuel et domicile de chaque mandataire, le nombre d'actions de ses mandants ainsi que le nombre de voix attaché à ces actions.

La feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par les actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

2°- La Société ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. Toutefois dans les Assemblées Générales Extraordinaires à caractère constitutif, chaque actionnaire ne peut disposer de plus de 10 voix.

Le mandataire d'un actionnaire dispose des voix de son mandant dans les mêmes conditions et les mêmes limites.

Article 38 : Procès-verbaux

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par un procès-verbal qui mentionne la date et le lieu de la réunion, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, le nombre d'actions participant au vote, le quorum atteint, les documents et rapports soumis à l'Assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Le procès-verbal est signé par les membres du bureau de l'Assemblée.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, ou sur feuilles mobiles numérotées, paraphées, scellées et enliassées conformément aux dispositions réglementaires. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés et



certifiés soit par le Président du Conseil d'Administration ou par un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général. Ils peuvent être également certifiés par le Secrétaire de l'Assemblée.

En cas de liquidation de la Société ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Article 39 : Effets des décisions des Assemblées Générales

Toute Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires même absents, dissidents ou incapables.

Aucune action en nullité ne peut être exercée au cas d'irrégularité de convocation lorsque les actionnaires étaient présents ou représentés.

Article 40 : Assemblée Générale Ordinaire

1°- L'Assemblée Générale Ordinaire a compétence pour statuer sur les comptes d'un exercice, sur l'affectation et la répartition des bénéfices.

Après lecture de son rapport, le Conseil d'Administration présente à l'Assemblée les comptes annuels. En outre, le commissaire aux comptes relate dans son rapport l'accomplissement de la mission qui lui est dévolue en matière de comptes sociaux.

L'Assemblée discute les comptes, les approuve et les redresse s'il y a lieu ; elle fixe les dividendes à répartir entre les actionnaires, et les jetons de présence du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme et révoque les membres du Conseil d'Administration, leur donne quitus de leur mission, ratifie les cooptations de membres du Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale Ordinaire nomme les Commissaires aux Comptes.

L'Assemblée statue également sur les conventions soumises à autorisation comme il est dit au titre VIII ci-dessus. Elle confère au Conseil d'Administration les autorisations pour tous actes excédant les pouvoirs attribués au Conseil.

L'Assemblée Générale Ordinaire, de manière plus générale, délibère sur toutes propositions portées à son ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire et qui ne comportent pas approbation de cession, transmission ou mutation d'actions dans les conditions prévues aux présents statuts.

2°- L'Assemblée Générale Ordinaire doit, pour délibérer valablement, être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote. A défaut, l'Assemblée est convoquée à nouveau. Dans cette seconde réunion les décisions sont valablement prises quel que soit le nombre d'actions représentées mais ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

L'Assemblée Ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

- 3°- Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, les comptes annuels établis par le Conseil d'Administration sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, ainsi que le texte des résolutions proposées, le rapport des commissaires aux comptes, le montant global certifié par le commissaire aux comptes des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées de la Société sont communiqués aux actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Pendant ce même délai, tout actionnaire peut, par lui-même ou par le mandataire nommément désigné pour le représenter à l'assemblée prendre communication au siège social de l'ensemble des documents d'information des actionnaires prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

- 4°- Tout actionnaire peut en outre, et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux Assemblées et procès-verbaux de ces Assemblées concernant les trois derniers exercices.

D'autre part, tout actionnaire a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, statuts auxquels sera annexée la liste comportant les nom, prénom et domicile des Administrateurs et Directeurs Généraux ainsi que les commissaires aux comptes en exercice.

- 5°- Enfin, tout actionnaire est fondé à exercer les droits de communication prévus par les textes légaux et réglementaires en vigueur, et notamment ceux qui lui sont attribués par les articles 168 à 172 de la loi du 24 juillet 1966, 135, 138 à 144 et 153 du décret du 23 mars 1967.

Article 41 : Assemblée Générale Extraordinaire

- 1°- L'Assemblée Générale Extraordinaire est appelée à se prononcer sur toutes les questions comportant modifications des statuts, décision s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société en cas de pertes constatées dans les documents comptables réduisant le capital social dans la proportion fixée par la loi et approbation des cessions ou transmissions et mutations des actions dans les conditions prévues par l'article 14 des présents statuts.

- 2°- Elle peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle juge utiles, sous la seule condition de ne pas changer la nationalité de la Société, ni obliger un actionnaire à augmenter son engagement social.

Le changement de nationalité de la Société ou l'augmentation de l'engagement social d'un actionnaire requiert une délibération de l'unanimité des membres de la Société.

Y

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, notamment décider sans que l'énumération ait un caractère limitatif :

- la modification de l'objet social, sans toutefois l'altérer dans son essence,
- l'augmentation ou la réduction du capital par tout procédé admis par la loi,
- la modification de la répartition statutaire des bénéfices,
- le changement de la dénomination commerciale adoptée par la Société,
- la fusion de la Société avec toute autre Société,
- la transformation de la Société en une Société de toute autre forme.

Le tout en se conformant aux dispositions législatives, réglementaires et statutaires en vigueur.

En cas de modification des statuts, les Administrateurs et les Directeurs Généraux sont tenus de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social une déclaration dans laquelle ils relatent toutes les opérations effectuées par cette modification, et par laquelle ils affirment que cette modification a été réalisée en conformité de la loi et des règlements.

3°- Les Assemblées Générales Extraordinaires ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement, qu'autant qu'elles sont composées d'actionnaires représentant la moitié des actions ayant le droit de vote sur première convocation, et le quart desdites actions sur deuxième convocation.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

TITRE DIXIEME

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 42 : Nomination - Révocation - Responsabilité

1°- L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires nomme un ou plusieurs Commissaires aux Comptes répondant aux conditions d'exercice de leurs fonctions prévues par les textes légaux et réglementaires.

Par ailleurs, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent dans les conditions prévues par l'article 226 de la loi du 24 juillet 1966 demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Ils peuvent également, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président du Conseil d'Administration sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

La réponse est communiquée au Commissaire aux Comptes

- 2°- Le ou les Commissaires aux Comptes sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'Assemblée Générale qui statue sur le compte de ce sixième exercice : l'exercice en cours lors de la nomination compte pour un exercice entier.

L'Assemblée des actionnaires doit également désigner un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement ou de refus de ceux-ci.

Le Commissaire aux Comptes nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Si l'Assemblée des actionnaires omet de désigner un Commissaire aux Comptes lorsqu'elle en a l'obligation, cette désignation peut résulter d'une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande de tout actionnaire, le Président du Conseil d'Administration dûment appelé ; dans ce cas, le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à la nomination du ou des commissaires.

Les délibérations prises à défaut de désignation régulière de Commissaires aux Comptes ou sur le rapport des Commissaires aux Comptes nommés ou demeurés en fonctions contrairement aux dispositions légales sont nulles. Toutefois, l'action en nullité est éteinte, si ces décisions sont expressément confirmées sur le rapport des commissaires aux comptes régulièrement désignés.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le 1/10 du capital social peuvent, dans le délai de 30 jours de la désignation d'un Commissaire aux Comptes, demander en justice sa récusation et la désignation d'un autre Commissaire aux Comptes. Il est statué sur cette demande, qui doit être motivée, par une ordonnance de référé du Président du Tribunal de Commerce.

Le nouveau Commissaire, désigné par justice, demeure en fonction jusqu'à l'entrée en fonction du Commissaire aux Comptes désigné par l'Assemblée Générale.

En cas de faute ou d'empêchement, les Commissaires aux Comptes peuvent, à la demande du Conseil d'Administration, d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social ou de l'Assemblée Générale, être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de justice.

Lorsque le Commissaire aux Comptes est relevé de ses fonctions, il est remplacé par le Commissaire aux Comptes suppléant.

Ils sont responsables, tant à l'égard de la Société que des tiers, des conséquences dommageables des fautes ou négligences qu'ils commettraient dans l'exercice de leurs fonctions.



Article 43 : Attributions - Rémunérations

1°- Les Commissaires aux Comptes sont investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la loi.

Ils ont entre autres missions de certifier que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

A l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, ils vérifient les valeurs et documents comptables de la Société et contrôlent la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière.

Ils s'assurent que l'égalité a été respectée entre les actionnaires : ils présentent enfin à l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires un rapport sur leur mission, et, le cas échéant, un rapport spécial sur les conventions intervenues dans les conditions prévues au titre VIII des présents statuts.

Ils opèrent à toute époque de l'année les vérifications et contrôles qu'ils jugent opportuns et peuvent se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux.

Ils peuvent se faire assister, sous leur responsabilité, de tels experts et collaborateurs de leur choix. Ils rendent compte au Conseil d'Administration du résultat de leurs investigations. Ils peuvent également recueillir toutes informations utiles à l'exercice de leur mission, dans les conditions prévues par l'article 229 de la loi du 24 juillet 1966.

2°- Les Commissaires aux Comptes sont avisés en même temps que les actionnaires des Assemblées Générales auxquelles ils ont accès.

Ils sont de même convoqués à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé. Ils portent à la connaissance du Conseil d'Administration :

- les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés,
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications leur paraissent devoir être apportées, en faisant toutes observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents,
- les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient découvertes,
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice, comparés à ceux du précédent exercice.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus au Siège social à la disposition des Commissaires aux Comptes un mois au moins avant la convocation



de l'Assemblée des actionnaires, appelée à statuer sur les comptes annuels de la Société,

- 3°- Les honoraires des Commissaires aux Comptes sont à la charge de la Société ; ils sont fixés selon les modalités déterminées par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur.

TITRE ONZIEME

RESULTATS SOCIAUX

Article 44 : Exercice social - Documents comptables

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales. A la clôture de chaque exercice social, le Conseil d'Administration établit les comptes annuels au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant.

A cette date, il établit également un rapport de gestion dont le contenu est défini par la loi.

Le Conseil d'Administration procède, même en l'absence ou l'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

La dépréciation de la valeur d'actif des immobilisations, qu'elle soit causée par l'usure, le changement de technique ou toute autre cause, doit être constatée par des amortissements. Les moins-values sur les autres éléments d'actif et les pertes et charges probables doivent faire l'objet de provisions.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du 5^{ème} exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par la loi.

Article 45 : Bénéfices - Fonds de réserve légale

- 1°- Les produits annuels de la Société, sous déduction de tous frais généraux, charges sociales, participations, intérêts, amortissements et provisions jugés nécessaires par le Conseil d'Administration, constituent les bénéfices nets de la Société.

- 2°- Sur les bénéfices déterminés au paragraphe 1^{er} qui précède, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement de 5 % pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au 1/10 du capital social. Il reprend son cours, lorsque pour une cause quelconque la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires constitue le bénéfice distribuable.

Article 46 : Affectation et distribution des bénéfices

- 1°- Sur le bénéfice distribuable ainsi établi, il est prélevé la somme nécessaire pour fournir à toutes les actions un premier dividende représentant un taux de 6 % de leur montant nominal non amorti, mais sans rappel d'un exercice sur l'autre au cas d'insuffisance de bénéfices pour assurer ce prélèvement.

L'excédent est ensuite affecté, sur proposition du Conseil d'Administration, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, et dans la proportion que celle-ci détermine souverainement, à toutes provisions, fonds de réserves, reports à nouveau, amortissements du capital social, ou à la distribution d'un complément de dividende.

- 2°- L'amortissement du capital social s'effectue, le cas échéant, dans les proportions décidées par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, par distribution égale entre toutes les actions, dans la forme et les époques qui seront proposées par le Conseil d'Administration, le tout conformément aux articles 209 et suivants de la loi du 24 juillet 1966, et 175 à 178 du décret du 23 mars 1967.

Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance qui, sauf le paiement du premier dividende et le remboursement de leur valeur nominale, ont le même droit que les actions non amorties.

- 3°- Les modalités de mise en paiement des dividendes votées par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou à défaut par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement du dividende doit avoir lieu, sauf prorogation par décision de justice, dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Tous dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune restitution des dividendes perçus sauf dans les cas prévus à l'article 350 de la loi du 24 juillet 1966.



TITRE DOUZIEME

DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 47 : Cas de dissolution de la Société

La Société n'est pas dissoute par la faillite ou l'incapacité ou le décès d'un actionnaire, personne physique ou morale.

La dissolution anticipée de la Société peut être prononcée à toute époque par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet de réduire les capitaux propres de la Société à un chiffre inférieur à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard, à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital du montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves à moins que dans ce même délai, les capitaux propres aient été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La décision de l'Assemblée est publiée.

A défaut de réunion de l'Assemblée, comme dans le cas où cette Assemblée n'a pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même si, après décision de ne pas dissoudre la Société, la régularisation de la situation n'a pu intervenir dans le délai visé ci-dessus.

Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la Société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 48 : Liquidation de la Société

1°- La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que sa dissolution intervienne.

Sa dénomination doit être alors suivie de la mention "Société en liquidation".

Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, et notamment, sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.



Les pouvoirs du Conseil d'Administration expirent à dater de la dissolution de la Société. En revanche, la dissolution de la Société ne met pas fin aux fonctions des Commissaires aux Comptes.

Les Assemblées Générales, pendant la période de liquidation, conservent les mêmes attributions qu'en cours de vie sociale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire conserve le droit de modifier les statuts, mais seulement dans la mesure où les modifications sont motivées par les besoins de la liquidation.

Les Assemblées sont convoquées par l'un des liquidateurs et présidées par lui ou par une personne désignée par l'Assemblée.

2°- Le ou les liquidateurs sont désignés par les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de décision de l'Assemblée Générale, la nomination du ou des liquidateurs est faite à la requête de la partie la plus diligente par autorité de justice, dans les conditions prévues par les textes réglementaires.

La durée du mandat du liquidateur ne peut excéder trois ans, mais peut être renouvelée.

La dissolution de la Société et la désignation du ou des liquidateurs sont publiées, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, par les soins du ou des liquidateurs.

3°- Le liquidateur représente la Société : il a vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour les opérations de liquidation et de réalisation, et notamment pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif.

Toutefois, la cession globale de l'actif de la Société à toute personne, comme encore l'apport de cet actif à une autre société, et notamment par voie de fusion, doivent être autorisés par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

S'ils sont plusieurs, les liquidateurs peuvent agir ensemble ou séparément : dans leurs rapports avec les actionnaires, l'exercice de leurs pouvoirs peut être réglementé par délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, soit lors de leur nomination, soit ultérieurement.

Article 49 : Distribution du produit de la liquidation

1°- Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de liquidation est employé à régler concomitamment :

- aux actionnaires, le montant nominal des actions qui ne serait pas encore amorti,
- aux salariés de la Société, une somme égale à la moyenne de la participation et de l'intéressement versé au titre des trois exercices précédents celui de la liquidation.

En cas d'insuffisance du produit net pour effectuer ces règlements, les sommes revenant aux actionnaires et aux salariés seraient proportionnellement réduites à concurrence dudit produit net.

Si au contraire, il existe un surplus, celui-ci constitue le boni de liquidation.

Ce boni est attribué pour un tiers aux actionnaires, sans toutefois que cette attribution puisse excéder le tiers du montant nominal des actions.

Le surplus du boni, s'il en existe un, sera mis à la disposition du liquidateur pour être attribué avec l'accord de l'Assemblée Générale Ordinaire aux oeuvres sociales de la Société et de la région.

TITRE TREIZIEME

CONTESTATIONS

Article 50 : Clause compromissoire et Arbitrage

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et le Conseil d'Administration, soit entre les actionnaires entre eux, relativement aux affaires sociales, sont soumises, soit à un arbitre choisi d'accord, soit à deux arbitres désignés par chacune des parties dans la huitaine de la mise en demeure qui lui sera faite, et à défaut pour l'une ou l'autre partie de désigner son arbitre, la nomination en sera faite par le Président du Tribunal de Commerce de Rennes. Les arbitres auront pouvoir, pour en nommer un troisième qui formera avec eux un tribunal arbitral, lequel décidera à la majorité des voix. Sans accord des deux arbitres sur ce troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Rennes, qui, dans les deux cas ci-dessus, procédera par voie de simple ordonnance sur requête.

Les arbitres agiront comme amiables compositeurs : leur décision sera sans appel et susceptible d'aucun recours, même par voie de requête civile.



TITRE QUATORZIEME

DISPOSITIONS FINALES

Article 51 : Dispositions légales actuelles et modificatives

Pour tous points non expressément réglés par les présents statuts, il en sera référé aux dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date des présentes. Si les dispositions législatives actuelles concernant les Sociétés anonymes venaient à être modifiées par des lois nouvelles, le bénéfice de ces lois serait acquis de plein droit à la Société.

Article 52 : Nomination des Administrateurs et Commissaires aux Comptes

- Monsieur Pierre-Henri TEITGEN
- Monsieur François Régis HUTIN
- Monsieur Jean BOISSONNAT
- Monsieur Louis ESTRANGIN
- Monsieur Thiébaud FLORY
- Monsieur François-Xavier HUTIN
- Monsieur Roger LAVIALLE
- Mademoiselle Yvonne LE GOAZIOU
- Monsieur Jacques TESSIER

sont nommés Administrateurs de la Société pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 1993.

Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat d'Administrateur.

Le montant des jetons de présence pouvant être alloués au Conseil d'Administration au titre du premier exercice est fixé à 360.000 F et sera maintenu jusqu'à décision contraire.

Les Administrateurs sont immédiatement habilités à désigner le Président du Conseil d'Administration et, sur proposition éventuelle de celui-ci, le Directeur Général.

La Société d'Expertise Comptable - FIDUCIAIRE DE FRANCE, S.A. au capital de 23.451.840 Francs dont le siège social est 2 bis rue de Villiers à LEVALLOIS PERRET, immatriculée au R.C.S. de NANTERRE sous le numéro B 775.726.417 est nommée Commissaire aux Comptes titulaire de la Société pour les six premiers exercices.

Monsieur MONTJARET Jean-Luc, dont l'adresse professionnelle est 8 place du Colombier à Rennes, est nommé Commissaire aux Comptes suppléant et exercera, le cas échéant, ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.



Le Commissaires ainsi nommés intervenant aux présentes acceptent le mandat qui vient de leur être confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

Les honoraires de Commissaire sont déterminés en fonction des prestations effectuées et dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 53 : Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de société et par les principes généraux de droit applicable aux contrats et obligations.

Article 54 : Publicité - Pouvoirs - Frais de constitution

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la Direction Générale.

Monsieur François Régis HUTIN est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social. Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la Société au compte des frais généraux.

Fait en six originaux,

A

Le

